

L'UGTG KA DI



PA WOULÉ POU YO

La Guadeloupe vit aujourd'hui au rythme des agitations de la campagne électorale pour les élections présidentielles françaises. Il paraît que c'est l'événement le plus important pour tous les Guadeloupéens. Vi an nou kay chanjé. Ainsi, tous les candidats de passage ou à distance vont régler les problèmes des Guadeloupéens. Nous n'aurions donc plus aucun souci à nous faire padavwa, au soir du second tour, kèlkèswa sila ki paséla, tous les problèmes de la Guadeloupe et des Guadeloupéens ne seront que d'horribles souvenirs. Et pour nous convaincre, car il y a toujours détwa, qui ne veulent rien entendre, leurs supporters locaux viennent prêcher la bonne parole devant nos maisons. Et mieux encore, nous allons voter le samedi avant les Français ; n'est-ce pas là une reconnaissance suprême de l'appartenance de la Guadeloupe et des Guadeloupéens à la nation.....française !

ON PIL LA FIMÉ A PIP

Ainsi, Peuple de Guadeloupe, réjouissons-nous car le nouveau président de la France fera ce qu'aucun autre n'a fait avant lui. Et de nous promettre :

- le plein emploi et la fin du chômage des jeunes par la transformation de notre pays en zone franche ;

- le recul de la délinquance par la mobilisation des parents ;
- une vie meilleure pour tous par la mobilisation de tout un chacun contre l'immigration ;

En définitive, des formules passe-partout rassies et rabâchées depuis des lustres dans le seul but de nous anesthésier et de nous faire croire que tout ira mieux grâce à eux. Yonn ou dé kous a bato, dé ou twa cho, kongré et le tour est joué.

Ainsi, si l'on écoute ces candidats et leurs valets locaux, toujours fidèles au poste :

- Le taux de chômage passerait de 40% à 8 % comme en France ;
- Les Guadeloupéens sauront la vérité sur l'empoisonnement au chlordécone, les coupables seront condamnés, les terres dépolluées et les victimes indemnisées ;
- Nous ne mangerons que des oeufs frais ;
- Les 34 000 allocataires du RMI trouveront du travail ;
- L'échec scolaire disparaîtra ainsi que la discrimination raciale à l'embauche dont nous sommes victimes en Guadeloupe ;

- Ni la dengue ni la leptospirose ne tueront nos enfants ;
- Les jeunes accèderont à la formation professionnelle ou continue et trouveront facilement une insertion professionnelle durable ;
- Tous les établissements publics seront mis aux normes parasismiques ;
- La Guadeloupe produira de l'éthanol pour les voitures ;
- Tous les Guadeloupéens deviendront propriétaires de leur logement ;
- La production agricole et industrielle se développera assurant à l'ensemble des Guadeloupéens un niveau de vie satisfaisant tout en garantissant la protection de notre environnement ;
- La drogue, l'alcool et autres déviances auront disparus.....

Un monde parfait. Mais en définitive :

On pil lafimé a pip !

LA GUADELOUPE EST UNE COLONIE

Peuple de Guadeloupe, la vérité est toute autre et ne prête guère aux sourires.

Depuis tantôt, la totalité des productions de Guadeloupe a eu pour objectif la satisfaction des propres besoins de "la mère patrie". Aujourd'hui encore, les productions (canne ou banane) sont maintenues en vie par perfusion ou subvention afin d'alimenter certains échanges commerciaux, permettre aux capitalistes békés d'accumuler encore plus de richesses et entretenir l'illusion d'une production locale.

845000 tonnes de cannes à broyer. Tel est le quota alloué à la Guadeloupe en 2007. Et quand bien même la production irait au-delà, les aides de l'Etat et de l'Europe ne dépasseront pas ce seuil. Dès lors, quel intérêt le planteur a-t-il à produire plus s'il ne peut bénéficier des aides compensatoires tenant compte de la baisse du prix du sucre décidée par l'organisation commune du marché du sucre ? A terme, c'est donc le bétonnage des terres qui nous guette.

Dès lors, la liquidation de la Ferme de Campêche accompagnée du licenciement de plusieurs dizaines d'hommes et femmes n'est en fait que l'aboutissement d'une politique visant purement et simplement la destruction de toute production locale dans quelque domaine que se soit. Aujourd'hui, l'Etat français, la mère patrie, a pris une dérogation spéciale permettant aux Guadeloupéens de consommer des œufs réfrigérés (il faut bien liquider les excédents de la France) ; produit interdit à la vente aux

particuliers en France mais réservé à l'industrie alimentaire (fabrication d'ovo produit : œuf liquide pour la cuisine et la pâtisserie).

En vérité, la Guadeloupe ne produit pas pour nourrir son Peuple mais suivant les directives, choix et besoins de l'Etat Français. Le devenir de notre pays est noyé dans les stratégies globales de la France et de l'Europe avec pour conséquence la disparition de toute production agricole ou industrielle mais aussi l'anéantissement de notre identité, de notre culture, de nos mœurs élabitud. En un mot, un démouaj organisé des Fanm é Nonm Gwadeloup.

Faire de la Guadeloupe une zone de consommation des excédents de la France et de l'Europe, véritable tremplin stratégique de l'Europe vers la Caraïbe et le continent Américain, tel est leur objectif. Aussi, nous promettent-ils des zones franches, remède miracle, véritable espace de non-droit où code du travail, convention collective et droits sociaux des travailleurs n'ont plus droit de citer.

Les mesures (exonérations fiscales et sociales) prises par les différents gouvernements de la France, de Gauche comme de Droite, au cours des 50 dernières années, soit disant en faveur de l'emploi et du développement économique ont lamentablement échoué. Les Guadeloupéens vivent dans le chômage, la précarité, la pauvreté et la misère.

Comment comprendre que la dite "mère patrie" ait autorisé pendant plus de 30 ans la mise sur le marché d'un insecticide interdit aux USA dès 1978 alors que différents rapports faisaient état de sa grande nocivité et dangerosité pour la santé humaine dès 1977. Aujourd'hui, 100% des guadeloupéens sont contaminés par le chlordécone engendrant cancers et infertilité masculine notamment et dans le même temps, il nous est désormais interdit de tchouyé on ti kochon dèyè kaz an nou "pour des raisons d'hygiène" disent-ils.

Des milliers d'hectares de terres agricoles sont donc empoisonnés et la production agricole locale dévalorisée au profit de produits étrangers. Mais, à qui profite le crime ?

CRIMES SANS COUPABLE

Et des crimes, il y en a eu à l'occasion de mobilisations de travailleurs. Sonjé :

- Février 1910 : 3 morts à Saint-françois ;
- Mars 1910 : 1 mort à Capesterre ;
- Février 1925 : 6 morts à Petit-canal ;
- Février 1930 : 1 mort au Lamentin ;
- Février 1952 : 4 morts au Moule ;
- Mai 1967 : 87 morts à Pointe-à-pitre.

Comment comprendre que les 26, 27 et 28 Mai 1967, pas moins de 87 Guadeloupéens aient été fusillés, comme des chiens, par les militaires Français dans le cadre d'une grève des travailleurs du bâtiment qui réclamaient 2,5% d'augmentation de salaires.

Là encore, aucune réponse de l'Etat Français, encore moins des candidats et autres politiciens locaux sur les raisons de ce massacre.

Face à un tel constat, nombre de Guadeloupéens ne croient plus en rien ; ont perdu confiance ; ont renoncé à se battre pour refuser cette vie de misère qui nous est faite padavwa ravèt pani rézon douvan poul. Rien n'est possible. Nèg ni malédisyon. Nou fèt pou vwè misè. Sé bondié ki vlé sa.

NOU PANI MALÉDISYON

Nous leur disons NON :

- Le chômage, la discrimination, le sous-emploi, la précarité et la misère qui nous oppressent ne sont pas une fatalité ;
- L'empoisonnement de nos corps, de nos terres et de nos eaux n'est pas un aléa ;
- La recrudescence des cancers et de la stérilité masculine n'est pas génétique ;
- La liquidation de la ferme de Campêche et la destruction de la production locale n'est pas une malédiction ;
- La fermeture des hôtels, leur transformation en résidences de luxe et le licenciement du personnel n'est pas un hasard ;
- Le pourrissement délibéré des conflits au CFA et à l'AFPA mettant à mal la formation des jeunes et des chômeurs a pa sòsié yo fè nou ;
- Le massacre des Travailleurs Guadeloupéens en Mai 1967 n'est pas une malchance ;

Trop de coïncidences tuent le hasard. Ce constat affligeant n'est autre que le résultat de choix politiques délibérés visant à éradiquer toutes vellétés de construction a Fanm é Nonm Gwadeloup. C'est la conséquence d'une stratégie de zombification, de déshumanisation, de génocide du Peuple Guadeloupéen savamment organisée, appliquée et entretenue par les décideurs politiques de Guadeloupe assoiffés de mandats de représentation. Il est vrai que ou paka ba moun fen séparé manjé.

Pour ceux qui en douterait encore. La Guadeloupe n'est autre qu'une colonie de la France. Aussi, un pouvoir colonial ne s'humanise pas, ne change pas, n'évolue pas ; il est et demeure un pouvoir colonial tant que les rapports coloniaux persistent. Qu'elle soit départementalisée,

régionalisée, décentralisée, orientée, programmée, aménagée en zone franche, la colonie ne s'adapte pas, ne se modernise pas mais demeure une colonie tant que ses contours, ses institutions, ses compétences, ses dirigeants continuent de servir les intérêts de la puissance coloniale et de ses valets locaux.

Malgré tout cela, des Hommes et des femmes s'organisent pour lutter et dire haut et fort que yo pa dakò.

PA MOLI DOUVAN MISYÉ-LA

C'est la cas :

- Des travailleurs de l'AFPA qui dénoncent la gestion calamiteuse de Mme Major soutenue par Lurel et ses amis et exigent une formation professionnelle de qualité pour les Guadeloupéens ;
- Des travailleurs du CFA qui luttent pour la titularisation des contractuels en CDD renouvelable depuis plus de 15 ans pour certains et l'intégration professionnelle des emplois jeunes ;
- Des travailleurs de l'Hôtel Canella Beach, mobilisés pour exiger le respect des libertés fondamentales et obtenir la réintégration d'un représentant du personnel illégalement licencié ;
- Des travailleurs des cliniques privées qui revendiquent une augmentation de salaire pour les agents de service et les brancardiers ;
- Des travailleurs de Campêche qui refusent la liquidation de leur outil de travail et se sont engagés dans la reprise de l'unité avicole pour produire des œufs frais en Guadeloupe ;
- Des Guadeloupéens qui se battent pour faire éclater la vérité et obtenir justice et réparation dans l'affaire dite de l'empoisonnement au chlordécone ;
- Des petites mutuelles de Guadeloupe qui luttent pour récupérer leurs biens aux mains des escrocs français, fossoyeurs de l'économie solidaire ;
- Des Femmes et des Hommes qui réclament vérité, justice, réhabilitation et réparation sur le carnage de Mai 1967.

Et ils sont encore plus nombreux, chaque jour, à se battre dans les communes, les quartiers, les associations, les clubs, pour rendre la vi pli bèl et refuser de courber l'échine douvan misyéla ki ka kenbé fwèt-la.

NOU KÉ DÉTÒTYÉ GWADLOUP

Aussi, en cette période électorale faite de promesses aussi mirobolantes les unes que les autres ; l'UGTG réaffirme que :

- Le développement économique comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes et des Femmes de ce pays n'est qu'un leurre s'il ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire ayant pour objectif fondamental la transformation des rapports sociaux, l'éradication des rapports de domination capitaliste, raciste et colonialiste an péyi an nou. ;
- La "modernisation du dialogue social" institutionnalisée et voulue par l'Etat et le patronat est contraire aux intérêts des larges masses et à l'impératif de transformation des rapports sociaux ;
- La société Guadeloupéenne est organisée sur la base d'intérêts de classe et de race et qu'aucune paix sociale n'est donc possible en Guadeloupe dès lors que la majorité de nos enfants est exclue de tout du fait même de la couleur de leur peau ;
- La revendication constamment réaffirmée des Guadeloupéens d'être maîtres de leur devenir a été perpétuellement niée et invalidée par les différentes politiques françaises et européennes par le biais de lois d'adaptation, de réadaptation, d'orientation ou de programmation, et cela avec la complicité mafieuse des élus politiques locaux ;
- Le dynamisme du mouvement social, la pertinence et la portée politique et stratégique des revendications sont le reflet du refus de la soumission, de l'exploitation capitaliste et colonialiste ;
- Le Peuple Guadeloupéen a droit à l'autodétermination ;
- La Nation Guadeloupéenne à droit à la pleine souveraineté et à l'indépendance nationale ;
- Les intérêts des jeunes, des chômeurs, des travailleurs, des retraités, des producteurs, des créateurs, etc... ne seront préservés que par leur engagement dans la lutte ;
- L'heure est venue pour nous, travailleurs et peuple de Guadeloupe, d'être les acteurs et décideurs de notre avenir.

Adan on gwan fòs é balan a konsyans é angajman,

PARTICIPONS MASSIVEMENT :

au défilé et aux manifestations du 01 Mai 2007

à Capesterre Belle-Eau ;

à FÈ MEMWA MACHÉ - FÈ KONSYANS VANSÉ

les 25 et 26 Mai 2007 pou yo di nou sa ki pasé an Mé 67.

ANNOU WOULÉ POU NOU

POU JOU KI FO, LÈ KI FO, ADAN ON GRAN DÉBOULÉ

AN BALAN, KONSYANS É INITÉ

NOU KÉ DÉTÒTYÉ GWADLOUP

**P-à-P, le 05.04.07
Konsèy Sendikal UGTG.**